

## Fiche méthodologique n°11 : Le reste du monde et les échanges extérieurs en base 2020

*Avertissement : Cette note présente les principales révisions entre la base 2014 et la base 2020 pour l'année 2019 ; elle a été actualisée en juillet 2024 suite à la publication de « La Balance des paiements et la position extérieure de la France - Rapport Annuel 2023 » de la Banque de France (<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications>).*

### 1. Le reste du monde et les échanges extérieurs

Dans le fonctionnement d'une économie ouverte interviennent les relations de cette économie avec l'extérieur. Dans les comptes nationaux, les opérations correspondantes sont récapitulées dans le compte du reste du monde qui permet de boucler le circuit économique. En termes de champ, le reste du monde regroupe les unités économiques non résidentes qui effectuent des opérations économiques avec des unités institutionnelles résidentes.

Le compte du reste du monde retrace toutes les relations de l'économie nationale avec l'extérieur : échanges de biens et de services, échanges de revenus et autres transferts. L'analyse de ce compte révèle la manière dont l'économie française est financée au cours de l'exercice comptable considéré : sur ses ressources propres (capacité de financement de la Nation) ou avec les apports de financements étrangers (besoin de financement de la Nation). Le déséquilibre, ainsi mis en évidence, s'interprète à l'aide des soldes intermédiaires : le solde des échanges de biens et de services, le solde des opérations de répartition et le solde des transferts en capital.

Le compte est estimé principalement à partir des données de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) pour les échanges de biens et de la Balance des paiements pour les échanges de services, ainsi que pour la partie revenus et transferts en capital. D'autres sources secondaires sont utilisées pour des estimations ponctuelles, en cohérence avec les principes de la comptabilité nationale.

De façon générale, les exportations (P.6) et les importations (P.7) représentent les échanges de biens et de services entre unités résidentes et non résidentes. Les exportations/importations de biens correspondent au changement de propriété des biens entre résidents et non-résidents : leur mesure est correctement approchée lors du franchissement physique des frontières douanières. Cependant, il existe des exceptions au principe du changement de propriété : biens circulants entre filiales de groupes sans changer de propriétaire juridique ; mouvements de biens figurant dans le commerce international sans franchissement de la frontière (ventes de produits pétroliers depuis une installation

située dans les eaux internationales, négoce international<sup>1</sup>, etc.) ; biens qui franchissent la frontière sans être comptabilisés dans le commerce international (biens en transit, biens envoyés à ou reçus de l'étranger dans le cadre de travail à façon<sup>2</sup>).

Le compte du reste du monde a été notablement révisé sur l'année 2019 en base 2020. Les estimations en base 2014 conduisaient à un besoin de financement de la Nation égal à 17,1 Md€, alors qu'en base 2020, la Nation a maintenant une capacité de financement de 9,4 Md€ [ ► [Tableau 1-1](#)]. Cette révision (+26,5 Md€) est le résultat de l'effet cumulé de la révision du solde des échanges extérieurs de biens et services (+7,5 Md€), du compte des revenus primaires et des transferts courants (+20,0 Md€) et du solde des transferts en capital (-1,0 Md€). Concernant les revenus primaires, les révisions portent principalement sur le solde entre les montants reçus du reste du monde et versés au reste du monde pour les revenus de la propriété (+18,3 Md€) et pour les salaires (+2,0 Md€). Ces révisions marquent, en premier lieu, un alignement sur les sources statistiques à la base de l'élaboration du compte du reste du monde et, plus particulièrement, celles de la Balance des paiements.

**Tableau 1-1 : Le besoin de financement de la Nation par grands agrégats -2019, en euros (milliards)**

| <i>Solde (reçus nets des versés)</i>                         | Base 2014    | Base 2020  | Révision    |
|--|--------------|------------|-------------|
| <b>Capacité (+) / besoin (-) de financement de la Nation</b> | <b>-17,1</b> | <b>9,4</b> | <b>26,5</b> |
| Echanges extérieurs des biens et services                    | -23,3        | -15,8      | 7,5         |
| Rémunération des salariés                                    | 21,6         | 23,6       | 2,0         |
| Revenus de la propriété                                      | 27,1         | 45,5       | 18,3        |
| Impôts nets de subventions                                   | 9,0          | 9,0        | 0,0         |
| Cotisations et prestations sociales                          | -9,7         | -9,9       | -0,2        |
| Transferts courants  | -41,8        | -41,9      | -0,1        |
| Transferts en capital  | 0,0          | -1,0       | -1,0        |

Source : Insee, Comptes nationaux

## 2. Un nécessaire réalignement sur les données source de la Balance des paiements

Si la Banque de France - et plus particulièrement la Balance des paiements - est bien la source principale pour établir le compte du reste du monde, les estimations diffèrent pour plusieurs raisons. D'une part, dans certains cas (retour de biens, travail à façon, etc. ...), la comptabilité nationale retrace les données des déclarations douanières pour les échanges de biens. D'autre part, la comptabilité nationale publie son compte définitif avant la publication du [Rapport Annuel de la Balance des paiements et de la position extérieure de la France](#). Ainsi, les dernières révisions prises en compte dans le Rapport Annuel ne sont pas intégrées dans les campagnes courantes des comptes nationaux, mais le sont lors de la constitution des années de base. Les règles de révision de la comptabilité nationale et de la Balance des paiements ne sont pas les mêmes : d'après les recommandations européennes, les comptes nationaux ne révisent pas l'ensemble de leur compte chaque année, mais attendent le changement de base pour réviser l'ensemble des séries ; au contraire, la Balance des paiements opère des changements en continu. Les objectifs d'estimation sont différents : les comptes nationaux visent à mesurer des évolutions pour obtenir des séries sur longue période les plus pertinentes possibles en termes d'évolution là où la Balance des paiements cherche à avoir la meilleure estimation possible du niveau du solde courant.

<sup>1</sup> Le négoce international représente des biens achetés et vendus à l'étranger, sans passer par le territoire national ; la marge faite sur cette opération est enregistrée comme une exportation de biens.

<sup>2</sup> Le travail à façon correspond à des biens envoyés à l'étranger pour ouvrage mineure, puis réexpédiés, sans que le propriétaire du bien change ; seul le service industriel de travail à façon est enregistré comme un échange de biens.

Ainsi, les travaux de recalage des comptes nationaux à la Balance des paiements sont entrepris à chaque changement de base. Depuis plusieurs années et en particulier pour la base 2020, la convergence des approches a été améliorée. En effet, les manuels de référence de la Balance des paiements (BPM) et de la comptabilité nationale (SEC) ont convergé depuis le passage au SEC 2010 et au BPM6. Le SEC 2010 est particulièrement explicite (§18.05) : « *Le cadre standard pour l'élaboration des statistiques sur les opérations et les positions entre une économie et le reste du monde est défini dans le BPM6. Ce manuel est harmonisé avec le SCN 2008 mais il décrit les interactions entre l'économie nationale et le reste du monde dans un ensemble de comptes de patrimoine qui présente les informations de façon différente* ».

Les concepts statistiques sont donc très proches : même champ d'analyse concernant les échanges de biens et services, ainsi que les flux de revenus reçus et versés ; mêmes agrégats d'intérêts, à savoir le [solde commercial \(également publié par la direction générale des douanes\)](#), le solde extérieur de biens et services (B.11), le solde extérieur courant (biens, services et revenus – B.12), ainsi que la capacité ou le besoin de financement (B.9).

Malgré cette convergence théorique et un rapprochement global des soldes lors du passage à la base 2014, des décalages subsistaient par opération et par produit. Les écarts étaient toutefois limités sur le solde extérieur (B.11) dans la mesure où une partie des écarts poste à poste se compensaient. Dans le cadre de la base 2020, un important travail a été réalisé conjointement par les comptes nationaux et la Balance des paiements pour rapprocher les données pas uniquement sur les soldes, mais également par produits et par opérations.

### 3. Le solde extérieur des biens et services révisé à la hausse de +7,5 Md€ par rapport à la base 2014

Pour l'élaboration des exportations et importations de services les comptes nationaux s'appuient sur la reprise en niveau des données de la Balance des paiements et non plus en évolution et/ou en contribution à un agrégat spécifique, comme fait en base 2014. Pour certains postes les écarts en base 2014 ont pu se creuser d'année en année et, de manière générale, cette méthode de reprise en évolution engendrait une difficulté de suivi entre l'évolution de la donnée-source issue de la Balance des paiements et de la donnée finale en comptabilité nationale.

Le rebasage des comptes sur les données de la Balance de paiements impacte de manière importante les échanges extérieurs. De fait, l'amélioration du solde extérieur est à attribuer principalement à la révision à la hausse (+18,9 Md€) du solde des échanges de services [► [Tableau 3-1](#)], en particulier des services de transport et entreposage (+9,6 Md€) et des services aux entreprises (+6,7 Md€). Le recalage sur la Balance des paiements a permis de réaligner les estimations des échanges de services réalisées par les comptes nationaux au niveau fin. Elles portent surtout sur les services de transport (en particulier sur les modes de transport autres que maritime et aérien et sur les services annexes), les services financiers (en particulier sur la réassurance) et sur les dépenses liées au tourisme.

Les exportations de services révisent de +17,0 Md€ entre la base 2014 et la base 2020, à cause principalement de services financiers (+9,5 Md€) et, dans une moindre mesure, des transports (+3,2 Md€) et des services aux entreprises (+2,6 Md€). Les importations révisent à la baisse de 1,5 Md€. Malgré la révision haussière concernant les services financiers (+9,5 Md€), pour la plupart de services, les révisions sont à la baisse : -6,4 Md€ pour les transports, -4,0 Md€ pour les services aux entreprises et -2,2 Md€ pour le commerce.

Tableau 3-1 : Les échanges extérieurs de biens et services - 2019, en euros (milliards)

|   |               | Base 2014    |              |              | Base 2020    |              |              | Révision    |             |             |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
|   |               | Exports      | Imports      | Solde        | Exports      | Imports      | Solde        | Exports     | Imports     | Solde       |
| <b>Total biens (FAB-CAF)</b>            | <b>DB</b>     | <b>536,7</b> | <b>590,4</b> | <b>-53,8</b> | <b>552,2</b> | <b>606,8</b> | <b>-54,6</b> | <b>15,6</b> | <b>16,4</b> | <b>-0,8</b> |
| Produits agricoles                      | AZ            | 16,1         | 14,7         | 1,4          | 16,1         | 14,7         | 1,5          | 0,0         | 0,0         | 0,1         |
| Energie, eau, déchets                   | DE            | 10,1         | 39,4         | -29,3        | 12,8         | 39,8         | -27,1        | 2,7         | 0,4         | 2,2         |
| Produits manufacturés                   | DIM           | 510,5        | 536,4        | -25,9        | 523,3        | 552,3        | -29,0        | 12,8        | 16,0        | -3,1        |
| <i>dont Produits agro-alimentaires</i>  | C1            | 49,8         | 43,1         | 6,7          | 49,9         | 43,0         | 6,9          | 0,2         | -0,1        | 0,2         |
| <i>dont Cokéfaction et raffinage</i>    | C2            | 12,6         | 25,9         | -13,3        | 12,9         | 29,1         | -16,2        | 0,3         | 3,3         | -2,9        |
| <i>dont Biens d'équipement</i>          | C3            | 93,3         | 126,4        | -33,1        | 94,0         | 126,7        | -32,6        | 0,7         | 0,3         | 0,4         |
| <i>dont Matériels de transport</i>      | C4            | 137,5        | 108,7        | 28,8         | 146,7        | 118,2        | 28,5         | 9,2         | 9,6         | -0,3        |
| <i>dont Autres produits industriels</i> | C5            | 217,3        | 232,4        | -15,1        | 219,7        | 235,3        | -15,6        | 2,5         | 2,9         | -0,5        |
| Correction CAF-FAB                      | CAFAB         |              | -18,8        | 18,8         |              | -14,9        | 14,9         |             | 3,9         | -3,9        |
| <b>Total biens (FAB-FAB)</b>            | <b>DB</b>     | <b>536,7</b> | <b>571,6</b> | <b>-34,9</b> | <b>552,2</b> | <b>591,9</b> | <b>-39,7</b> | <b>15,6</b> | <b>20,3</b> | <b>-4,8</b> |
| <b>Total services</b>                   | <b>DS</b>     | <b>173,6</b> | <b>177,1</b> | <b>-3,4</b>  | <b>191,0</b> | <b>175,6</b> | <b>15,4</b>  | <b>17,4</b> | <b>-1,5</b> | <b>18,9</b> |
| <b>Services marchands</b>               | <b>DSM</b>    | <b>172,7</b> | <b>176,2</b> | <b>-3,5</b>  | <b>189,7</b> | <b>174,7</b> | <b>15,0</b>  | <b>17,0</b> | <b>-1,5</b> | <b>18,4</b> |
| <i>dont Construction</i>                | FZ            | ---          | ---          | ---          | 2,0          | 1,5          | 0,5          | 2,0         | 1,5         | 0,5         |
| <i>dont Commerce</i>                    | GZ            | 7,0          | 9,7          | -2,7         | 6,7          | 7,5          | -0,8         | -0,2        | -2,2        | 2,0         |
| <i>dont Transport</i>                   | HZ            | 35,3         | 50,5         | -15,1        | 38,5         | 44,0         | -5,5         | 3,2         | -6,4        | 9,6         |
| <i>dont fabrication</i>                 |               | -2,2         | 10,9         | -13,1        | -1,4         | 4,2          | -5,6         | 0,8         | -6,7        | 7,5         |
| <i>dont Information-communication</i>   | JZ            | 22,2         | 23,8         | -1,6         | 22,8         | 25,2         | -2,4         | 0,6         | 1,4         | -0,8        |
| <i>dont Services financiers</i>         | KZ            | 16,6         | 7,7          | 9,0          | 26,1         | 17,2         | 9,0          | 9,5         | 9,5         | 0,0         |
| <i>dont Services aux entreprises</i>    | MN            | 86,3         | 80,7         | 5,6          | 88,9         | 76,7         | 12,2         | 2,6         | -4,0        | 6,7         |
| <i>dont Services aux ménages</i>        | RU            | 5,3          | 3,8          | 1,5          | 4,7          | 2,6          | 2,0          | -0,7        | -1,2        | 0,6         |
| <b>Services non marchands</b>           | <b>OQ</b>     | <b>0,9</b>   | <b>0,9</b>   | <b>0,0</b>   | <b>1,3</b>   | <b>0,9</b>   | <b>0,5</b>   | <b>0,4</b>  | <b>-0,1</b> | <b>0,5</b>  |
| Correction territoriale                 | CHTR          | 59,8         | 44,7         | 15,1         | 56,7         | 48,3         | 8,5          | -3,1        | 3,5         | -6,6        |
| <b>Total échanges extérieurs</b>        | <b>TO-TAL</b> | <b>770,1</b> | <b>793,4</b> | <b>-23,3</b> | <b>799,9</b> | <b>815,7</b> | <b>-15,8</b> | <b>29,8</b> | <b>22,3</b> | <b>7,5</b>  |

Source : Insee, Comptes nationaux

Un changement méthodologique concernant la valorisation « franco à bord » (FAB) pour les services de transport entraîne une révision de +7,5 Md€ en solde. Plus en détail, les comptes nationaux ont repris les nouvelles estimations que la Balance des paiements a réalisé dans le cadre du changement de base pour les lignes de « fabisation » des services de transport et pour l'assurance dommage.

En parallèle, l'amélioration de l'estimation des échanges extérieurs par produit a entraîné l'introduction de nouveaux échanges dans les services financiers et de construction. Concernant les services financiers, les marges d'intermédiation sur titres financiers (+3,3 Md€ en exportation et +2,0 Md€ en importation) et les activités auxiliaires de services financiers (+1,3 Md€ en exportation et +2,1 Md€ en importation) ont été ajoutées en base 2020 par rapport à la base 2014. En base 2014, les comptes nationaux enregistraient les services de construction issus de la Balance des paiements en revenus des quasi-sociétés (D.422). Les échanges d'information avec la Balance des paiements ont permis de constater que leur traitement concernant les « grand chantiers » menés à l'étranger et les « petits chantiers » menés depuis la France était cohérent ; pourtant, en base 2020, les comptes nationaux ont décidé d'enregistrer en tant qu'échanges de services les données reportées par la Balance de paiements, à savoir des exportations (+2,0 Md€) et des importations (+1,5 Md€) de services de construction.

Les dépenses des résidents à l'étranger et les dépenses des non-résidents en France (appelées « correction territoriale ») ont été revues à la baisse en base 2020. Le solde de la correction territoriale est révisé de -6,6 Md€, de 15,1 Md€ en base 2014 à 8,5 Md€ en base 2020, à cause de l'effet conjoint de la révision à la baisse des exportations (-3,1 Md€) et de celle à la hausse des importations (+3,5 Md€). Si la révision des exportations est liée au rebasage sur les données-source, pour les importations elle prend également en compte une révision sur les dépenses de voyages à titre professionnel et une amélioration du traitement statistique dans l'enquête sur les dépenses de voyages à titre personnel de la part de la Balance des paiements.

Dans les statistiques douanières, les exportations de biens sont bien évaluées au prix FAB, mais les importations détaillées de biens sont évaluées au prix « coût assurance fret » (CAF), c'est-à-dire au point d'entrée sur le territoire français : la différence représente les coûts d'acheminement des biens de la frontière du pays exportateur à la frontière française et elle comprend principalement des coûts de transport et, accessoirement, des frais d'assurance.

Le solde des échanges de biens, valorisé FAB-FAB, est révisé à la baisse de 4,8 Md€ en 2019, principalement à cause la révision de la correction CAF-FAB qui impacte sur les importations (-3,9 Md€). Cela est le résultat de la nouvelle méthode de calcul du taux de correction CAF-FAB mise en place par la DGDDI et reprise par les comptes nationaux à l'occasion du changement de base [\[1\]](#).

La révision à la hausse du solde concernant le poste « Energie, eau, déchets » (DE, en nomenclature A17) égale à 2,2 Md€, en lien avec une meilleure prise en compte du négoce sur les produits énergétiques, est plus que compensée par la révision à la baisse du solde des échanges de produits manufacturés (-3,1 Md€), en particulier des produits pétroliers raffinés et coke (C2) qui sont achetés et revendus à l'étranger sans qu'ils traversent la frontière française.

En plus d'une meilleure prise en compte des données de négoce international (à l'exportation) de la Balance des paiements sur les hydrocarbures naturels (sous-catégorie du DE), une analyse a également été menée pour mieux intégrer le travail à façon de la Balance des paiements, en particulier sur les autres produits industriels (C5).

Les révisions sur les exportations (+9,2 Md€) et les importations (+9,6 Md€) de matériels de transports (C4) sont le résultat d'une analyse de l'activité de construction aéronautique réalisée en étroite coopération avec la Balance des paiements pour un meilleur chiffrage de l'équilibre ressources-emplois de la construction aéronautique et spatiale (C30C). Cela a permis de mieux appréhender les échanges entre unités de production en France et à l'étranger dans le processus productif de certains grands

groupes industriels. En particulier, une étude détaillée de l'organisation de ce secteur permet un meilleur respect du critère de propriété économique provenant du SEC 2010 et de BPM6. La révision sur le solde des échanges extérieurs de matériels de transport reste toutefois assez limitée (-0,3 Md€).

#### 4. Le solde des opérations de répartition révisé à la hausse de 19,0 Md€ en base 2020

En base 2020, le solde des opérations de répartition [ ► [Tableau 4-1](#)] est révisé à la hausse, à cause principalement du solde des revenus de la propriété qui est réhaussé de 27,1 Md€ à 45,5 Md€ (+18,3 Md€) en 2019.

Le solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12) est révisé de +27,5 Md€ entre la base 2014 et la base 2020 : à l'amélioration du solde des échanges extérieurs de biens et services (B.11), qui passe de -23,3 Md€ à -15,8Md€ (+7,5 Md€), s'ajoute la révision haussière du solde des opérations courantes de répartition (+20,0 Md€).

Les revenus de la propriétés (D.4) reçus du reste du monde révisent de +18,2 Md€ alors que les revenus de la propriétés versés au reste du monde révisent de -0,1 Md€. La révision à la hausse des revenus de la propriétés reçus par la Nation portent principalement sur les bénéficiaires réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43) en hausse de 16,2 Md€ et, dans une moindre mesure, sur les autres revenus d'investissement (D.44) en hausse de 2,4 Md€. La faible révision des revenus de la propriétés versés au reste du monde résulte d'une compensation entre d'une part une révision à la baisse de 3,6 Md€ sur les intérêts reçus suite à une nouvelle méthode d'estimation des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et d'autre part une révision à la hausse de 3,6 Md€ sur les revenus de participation. En effet, l'introduction des services de construction de chantiers dont la durée est inférieure à un an dans les échanges extérieurs entraîne leur retrait des revenus des quasi-sociétés (D.422).

**Tableau 4-1 : Les opérations de répartition avec l'extérieur - 2019, en euros (milliards)**

| Vision : secteurs résidents                       |            | Base 2014 |             |              | Base 2020 |             |              | Révision |             |             |
|---|------------|-----------|-------------|--------------|-----------|-------------|--------------|----------|-------------|-------------|
|   |            | Emplois   | Res-sources | Solde        | Emplois   | Res-sources | Solde        | Emplois  | Res-sources | Solde       |
| Solde des opérations courantes avec l'extérieur   | <b>B12</b> |           |             | <b>-17,1</b> |           |             | <b>10,4</b>  |          |             | <b>27,5</b> |
| <b>Solde des échanges extérieurs</b>              | <b>B11</b> |           |             | <b>-23,3</b> |           |             | <b>-15,8</b> |          |             | <b>7,5</b>  |
| Exportation de biens et services                  | P6         |           | 770,1       |              |           | 799,9       |              |          | 29,8        |             |
| Importation de biens et services                  | P7         | 793,4     |             |              | 815,7     |             |              | 22,3     |             |             |
| Solde des opérations de répartition               |            |           |             | <b>6,2</b>   |           |             | <b>25,2</b>  |          |             | <b>19,0</b> |
| Solde des opérations courantes de répartition     |            |           |             | <b>6,2</b>   |           |             | <b>26,2</b>  |          |             | <b>20,0</b> |
| Rémunération des salariés                         | D1         | 1,6       | 23,1        | 21,6         | 1,8       | 25,4        | 23,6         | 0,3      | 2,2         | 2,0         |
| Impôts sur la production et les importations      | D2         | 4,6       | 0,0         | -4,6         | 4,6       | 0,0         | -4,6         | 0,0      | 0,0         | 0,0         |
| Subventions sur les produits et sur la production | D3         | -8,2      | 0,0         | 8,2          | -8,2      | 0,0         | 8,2          | 0,0      | 0,0         | 0,0         |
| Revenus de la propriété                           | D4         | 127,8     | 154,9       | 27,1         | 127,7     | 173,1       | 45,5         | -0,1     | 18,2        | 18,3        |

| Vision : secteurs ré-sidents                                     |           | Base 2014 |             |              | Base 2020 |             |             | Révision |             |             |
|--|-----------|-----------|-------------|--------------|-----------|-------------|-------------|----------|-------------|-------------|
|  |           | Emplois   | Res-sources | Solde        | Emplois   | Res-sources | Solde       | Emplois  | Res-sources | Solde       |
| dont Intérêts  | D41       | 73,6      | 65,1        | -8,5         | 70,0      | 65,2        | -4,7        | -3,6     | 0,2         | 3,8         |
| dont Revenus distri-bués des sociétés                            | D42       | 44,0      | 74,4        | 30,5         | 54,3      | 73,9        | 19,6        | 10,4     | -0,6        | -10,9       |
| dont Bénéfices réin-vestis d'investisse-ments directs étran-gers | D43       | 7,2       | 11,3        | 4,1          | 0,4       | 27,5        | 27,1        | -6,8     | 16,2        | 23,0        |
| dont Revenus d'in-vestissements                                  | D44       | 3,0       | 4,1         | 1,1          | 3,0       | 6,5         | 3,5         | -0,1     | 2,4         | 2,4         |
| Impôts courants sur le revenu et le pa-trimoine                  | D5        | 0,0       | 5,4         | 5,4          | 0,0       | 5,4         | 5,4         | 0,0      | -0,1        | -0,1        |
| Cotisations et pres-tations sociales                             | D6        | 15,5      | 5,8         | -9,7         | 15,8      | 5,9         | -9,9        | 0,3      | 0,1         | -0,2        |
| dont Cotisations so-ciales                                       | D61       | 7,7       | 0,3         | -7,5         | 8,0       | 0,3         | -7,7        | 0,3      | 0,1         | -0,2        |
| dont Prestations so-ciales                                       | D62       | 7,8       | 5,5         | -2,2         | 7,8       | 5,6         | -2,2        | 0,0      | 0,0         | 0,0         |
| Autres transferts courants                                       | D7        | 57,7      | 15,8        | -41,8        | 63,2      | 21,4        | -41,9       | 5,6      | 5,5         | -0,1        |
| Droits à pension   | D8        | 0,0       | 0,0         | 0,0          | 0,0       | 0,0         | 0,0         | 0,0      | 0,0         | 0,0         |
| Solde des opéra-tions de répartition en capital                  |           |           |             | <b>0,0</b>   |           |             | <b>-1,0</b> |          |             | <b>-1,0</b> |
| <b>Transferts en capi-tal</b>                                    | D9        | 1,9       | 1,9         |              | 3,0       | 2,1         |             | 1,2      | 0,2         |             |
| <b>Capacité (+) / Be-soin (-) de finance-ment</b>                | <b>B9</b> |           |             | <b>-17,1</b> |           |             | <b>9,4</b>  |          |             | <b>26,5</b> |

Source : Insee, Comptes nationaux

Le solde de rémunérations des salariés (D.1) révisé à la hausse (+2,0 Md€), en passant de 21,6 Md€ en base 2014 à 23,6 Md€ en base 2020. Cette révision vient principalement des salaires reçus du reste du monde, qui révisent à la hausse de 2,2 Md€ grâce à une meilleure estimation des montants des salaires de travailleurs frontaliers par la Balance des paiements.

Le solde des cotisations sociales (D.61) révisé à la baisse 0,2 Md€, en relation à la révision des revenus des travailleurs frontaliers mentionnée ci-dessus, tandis que celui des prestations sociales (D.62) reste presque inchangé (révision inférieure à 0,1 Md€). Les cotisations sociales reçues du reste du monde révisent moins que celles versées au reste du monde (0,1 Md€ contre 0,3 Md€).

Les transferts courants (D.7) versés au reste du monde révisent de +5,6 Md€, principalement en raison du recalage sur la donnée-source de la Balance des paiements pour les primes nettes d'assurance (D.71) et les indemnités d'assurance-dommages (D.72) pour un montant total de +4,8 Md€ et secondairement au titre des transferts versés par les administrations publiques. Symétriquement, les transferts reçus du reste du monde révisent de +5,5 Md€ (versements entre ménages), par effet du recalage sur les nouvelles données estimées par la Balance des paiements (D.75) à partir des montants d'envois de fonds à l'étranger collectés par la Banque Mondiale.

Enfin, le solde des opérations de répartition en capital est révisé à la baisse, en passant d'un solde presque nul à -1,0 Md€. Si le solde entre les aides à l'investissement (D.92) reçus du reste du monde

et versés au reste du monde révisé légèrement à la hausse (+0,1 Md€), le solde des autres transferts en capital (D.99) révisé à la baisse de 1,1 Md€.

## 5. Lien

| Référence  | Lien  |
|--|---|
| Rapport Annuel de la Balance des paiements et de la position extérieure de la France | <a href="https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications?format%5B31%5D=31&amp;sub_format%5B92%5D=92&amp;start-date=&amp;end-date=">https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications?format%5B31%5D=31&amp;sub_format%5B92%5D=92&amp;start-date=&amp;end-date=</a> |
| Solde commercial publié par la direction générale des douanes                        | <a href="https://lekiosque.finances.gouv.fr/">https://lekiosque.finances.gouv.fr/</a>   |
| [1]  | La nouvelle méthode d'estimation de la correction CAF-FAB des importations est présentée dans la note des Douanes ici : <a href="https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/guide/Note_Correction_CAF_FAB_2024.pdf">https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/guide/Note_Correction_CAF_FAB_2024.pdf</a>           |